

Le député Olivier Faure invite le gouvernement français à respecter ses principes démocratiques

Par Rostano Mombo
d'Info241.com

La crise post-électorale au Gabon est loin d'avoir atteint son épilogue. Au moment où Ali Bongo Ondimba tente de faire passer son deuxième coup d'État électoral, après une énième élection contestée à travers des voyages présidentiels dans la sous-région, sa forfaiture semble toujours de mauvais goût pour les autorités politiques françaises. Et nous sommes loin d'imaginer que ce "coup d'État militaro-électoral", cette fraude grossière, ces massacres du peuple gabonais puissent être entérinés par la France, partenaire historique économique du Gabon qui se revendique en Europe et dans le monde comme le pays du berceau de la démocratie, du respect des aspirations du peuple, nation qui se bat depuis des siècles pour la restauration de l'État de droit. Et donc pourquoi en Afrique francophone et singulièrement au Gabon ces valeurs universellement partagées par l'UE et les Nations Unies sont souvent mises en berne au profit des intérêts économiques ?

D'ailleurs, Jean Ping, président élu par le peuple gabonais qui a la souveraineté nationale acquise à travers son plébiscite lors de la dernière élection présidentielle, mais pas encore la souveraineté territoriale, a raison de se battre pour qu'enfin le respect des urnes soit réalisé dans les faits au Gabon. Ainsi, selon Jean Marc Ayrault, le diplomate gabonais a été reçu hier au Quai D'Orsay pour tenter d'élucider cette situation de crise qui paralyse toute la nation gabonaise. Et qui aujourd'hui fait du régime politique gabonais désormais

qualifié par les opposants gabonais de "putschistes" la risée en Afrique et dans le monde entier. Car comment comprendre qu'un régime cinquantenaire qui a essuyé un échec cuisant malgré la mainmise des services publics de l'État à des fins politiques, s'arcboute à faire du Gabon et de son peuple leurs propriétés privées, au mépris des aspirations démocratiques exprimées par le peuple souverain dans son ensemble.

Simplement parce qu'Ali Bongo Ondimba, en dictateur machiavélique, veut s'accrocher au fauteuil présidentiel après la déculotté et le rejet populaire fortement exprimés dans les urnes le 27 août dernier, suite à son bilan calamiteux au sommet de l'État lors de sa mandature tristement célèbre. Face à la position officielle de la France, jugée timorée par certains acteurs politiques de l'opposition gabonaise, à la suite de Jean-Luc Mélenchon et des personnalités politiques éminentes du Groupe UDI au Sénat, et de la Droite française à travers François Fillon, plusieurs hommes politiques français haussent le ton, à l'instar du député de Seine-et-Marne, Olivier Faure, porte-parole du PS et Vice-président du groupe SRC à l'Assemblée nationale.

Hier encore, lors des traditionnelles questions au gouvernement, le porte-parole du PS n'est pas allé de main morte au sujet de la crise post-électorale qui secoue le Gabon depuis le 31 août 2016. S'exprimant au parlement français, il a déclaré ce qui suit : « Monsieur le Président, mes chers collègues...Ma question s'adresse au ministre des Affaires étrangères. Je voulais évoquer la situation préoccupante au

Gabon. Je sais que cette inquiétude est partagée par nombre d'entre nous car le Gabon n'est pas pour la France un pays comme les autres. Les liens qui nous unissent sont profonds, et je devrais même dire que, pendant de trop longues années, la relation avec le pouvoir gabonais a légitimement alimenté la critique sur la Françafrique. »

Aujourd'hui, chacun le sait, a affirmé Olivier Faure, « il existe des présomptions de fraude massive lors de l'élection présidentielle. Les résultats de la région du Haut-Ogooué sont éloquentes : plus de 99% de participation et 95% des bulletins pour Ali Bongo, lui donnant ainsi la victoire officielle. Dans un pré-rapport de l'Union africaine, les juristes présentent les PV du Haut-Ogooué, comme -je cite - « invraisemblables ». Au PS, à l'UDI, au PG, des voix se sont élevées pour mettre en doute le résultat de l'élection et appeler à l'alternance. La France, par la voix du gouvernement, a elle-même émis des réserves fortes, réclamé le recomptage des bulletins et s'est inquiétée de la disparition de certains opposants ».

Tout en battant en brèche l'argument néocolonial, ressassé à l'envi par les communicants richement payés par le régime dictatorial d'Ali Bongo, le porte-parole du PS a martelé ce qui suit : "Par une pirouette saugrenue, Ali Bongo s'est essayé à dénoncer un « néocolonialisme douteux » de la part de notre pays. La France n'a pas de candidat, mais elle a des principes. La libre détermination des peuples et la démocratie sont des principes universels qu'elle partage avec l'Union Européenne. C'est donc la voix de l'Union

Européenne que nous souhaiterions, maintenant entendre pour ne pas donner le sentiment de notre implication exclusive qui ne serait plus d'époque." Avant de conclure son interpellation par ses termes : "Monsieur le Ministre, que pouvez-vous nous dire sur le rapport des observateurs de l'Union Européenne qui a été une fois de plus reporté? Comment entend-elle peser pour que soit respectée la souveraineté des Gabonais? L'Afrique nous regarde. Continuons à lui adresser les bons signaux." Tout est dit, mais reste à savoir si le rapport final de la Mission d'observation de l'UE sera suivi par des sanctions contraignantes contre ce que tous les observateurs qualifient de "fraude grossière", "d'irrégularités évi-dentes".

Ali Bongo est un coupable avéré d'une forfaiture de plus, et ce, de nouveau aux yeux du monde dit démocratique. La souveraineté nationale s'acquiesce avec le suffrage universel. Or, au Gabon depuis plus de 50 ans, le régime Omar Bongo puis d'Ali Bongo et ses sbires du PDG n'a jamais remporté aucune élection présidentielle depuis l'avènement du multipartisme. Le peuple gabonais épris de valeurs démocratiques et républicaines tente en vain de tourner la page de ce système Bongo-PDG qui, non seulement a pillé le Gabon de toutes ses richesses, mais a aussi consolidé la corruption, les crimes rituels, l'enrichissement illicite, la mauvaise gouvernance, le non-respect des libertés publiques comme valeurs cardinales dans un pays qui était jadis envié en Afrique.